

La vocation européenne de la Lituanie

par Egidijus Navikas
(Août 2000)

Au fil des siècles, la région Baltique a fait l'objet de toutes les convoitises des grandes puissances. Il y a eu des tentatives successives de domination, de partage des zones d'influence, ce qui fait que les petits Etats ont été occupés plusieurs fois dans cette région. A l'heure actuelle, le développement de la région Baltique est un des plus rapides en Europe. La chute du Mur de Berlin, le rétablissement de l'indépendance des Etats de cette région, leur coopération avec l'Union Européenne et l'OTAN ainsi que les perspectives d'adhésion de ces Etats à ces organisations, donnent aux Etats riverains de la mer Baltique de nouvelles possibilités pour renforcer la stabilité et contribuer à leur mieux-être.

La Lituanie est parfaitement consciente que beaucoup de choses dépendent de ses propres efforts, et c'est la raison pour laquelle elle mène à bien des réformes en matière de restructuration, essaie d'améliorer la compétitivité de l'Etat, et met en œuvre les pratiques communautaires.

Quant à l'intégration à l'Union Européenne, elle représente pour la Lituanie une possibilité de profiter de l'expérience accumulée par les Etats membres et de développer une coopération dans de nombreux domaines, notamment économique. La Lituanie se fonde sur les mêmes valeurs que les Etats membres de l'Union Européenne et de l'OTAN et désire contribuer, en adhérant à ces organisations, au renforcement de ces valeurs. Les efforts d'un petit pays comme la Lituanie peuvent être couronnés de succès si ceux-ci s'inscrivent dans le cadre des efforts communs de tous les Etats européens.

En 1999, il y avait beaucoup de discussions sur l'élargissement de l'Union Européenne comme du projet politique de l'Union. Aujourd'hui, on ne peut que se réjouir que l'idée politique de l'élargissement est tout à fait acquise et que le processus est entré dans la phase du travail économique et technique.

Les dix ans de la restauration de l'indépendance qu'a commémoré la Lituanie le 11 mars 2000 est pour elle une occasion particulièrement symbolique d'être récompensée pour ses efforts d'intégration européenne qu'elle n'a cessé d'afficher ces dernières années.

Conformément aux décisions du Sommet d'Helsinki, les ministres des affaires étrangères ou européennes des Quinze ont entériné, le 14 février 2000 à Bruxelles, le début officiel des négociations d'adhésion avec la Lituanie ainsi que cinq autres pays candidats. Le processus d'élargissement entre donc dans une phase nouvelle. L'Union Européenne négocie désormais avec douze pays candidats, mettant fin à la méthode « des vagues » et assurant que le rythme des négociations soit « différencié » selon les pays, en fonction de leur capacité à reprendre l'acquis.

A cette occasion, le Ministre des Affaires étrangères de Lituanie, Monsieur A. Saudargas, a déclaré que la Lituanie envisage d'achever les négociations en 2002 et sera prête à assumer les engagements de membre de plein droit de l'Union dès 2004. Bien évidemment, la fixation des dates buttoirs sert tout d'abord à la mobilisation dans le pays pour le travail énorme à accomplir. Les résultats des sondages récents montrent que 59 % des Lituaniens sont favorables à l'adhésion de la Lituanie à l'UE.

Baucoup de discussions ont lieu sur les dates d'accueil des premiers pays candidats au sein de l'Union Européenne. Elles impliquent une préparation plus active de la part de Bruxelles sur les positions communes des négociations des pays membres de l'Union Européenne, et exigent des décisions plus claires sur les questions politiquement sensibles.

La présidente du Parlement européen, Madame Nicole Fontaine, a annoncé, les 18-19 avril 2000, qu'avant les élections parlementaires de 2004, certains pays candidats devraient déjà être membres de l'UE. Ainsi, leurs citoyens obtiendront le droit de participer aux élections parlementaires, de représenter pleinement leurs électeurs, ainsi que celui de former en 2005 un nouveau cabinet de la Commission Européenne.

Certains économistes et commentateurs politiques occidentaux envisagent les années 2005-06 comme première date d'élargissement. Il ne reste maintenant plus qu'à attendre que la France annonce, comme elle l'a promis, la première date d'élargissement, à la fin de sa présidence.

Pour la Lituanie, le début des négociations représente la dernière ligne droite dans son chemin vers l'intégration européenne. Le Gouvernement lituanien envisage d'avancer à pas sûrs dans les négociations, en soumettant d'emblée huit chapitres à ouvrir sur la table des négociations, présentés officiellement aux membres de l'UE le 28 mars 2000. Les huit autres Chapitres seront ouverts durant le deuxième semestre 2000, pendant la Présidence française de l'Union Européenne.

Quant aux échanges avec l'Union Européenne, ils sont en hausse : en 1996, leur part dans la totalité des échanges était de 38 %, et en 1999, cette part atteignait presque 50 %. Le volume des échanges entre la Lituanie et la France durant les trois dernières années a été multiplié par trois. Les investissements étrangers directs ont permis d'améliorer la compétitivité lituanienne et d'accroître les exportations du pays vers les Etats membres de l'Union Européenne. Parfois on entend dire que la Lituanie ne serait peut-être pas capable de résister à la pression concurrentielle au sein du marché européen ; pourtant, on peut constater, d'ores et déjà, que la Lituanie vend avec succès ses produits sur le marché européen.

Dans ce contexte de l'ouverture des négociations il faudrait souligner aussi la visite en Lituanie, les 10-11 février 2000, du Président de la Commission Européenne M. Romano Prodi, et du Commissaire responsable pour l'élargissement, M. Günter Verheugen. Lors de cette visite, les hauts responsables de Bruxelles ont constaté que la Lituanie est bien placée pour rattraper les autres pays candidats qui mènent déjà leurs négociations depuis 1998. Les hauts fonctionnaires européens ont également valorisé l'expérience de la Lituanie dans la coopération avec ses voisins de l'Est et la région de Kaliningrad, expérience qui s'avérera fort utile au moment où les frontières de la Lituanie représenteront les frontières extérieures de l'Union. Il a également été souligné que la Lituanie pourrait adhérer à l'Union avant même la fermeture du premier réacteur de la centrale nucléaire d'Ignalina, prévue pour 2005. Le problème de la fermeture de cette centrale nucléaire était l'une des causes majeures du retard du début des négociations pour la Lituanie.

Une dernière remarque sur les étapes des négociations à venir : la Lituanie espère que le rythme des négociations s'accéléra lors de la Présidence actuelle de France, et qu'il sera maintenu, voire augmentera durant la Présidence suédoise. Lors de son discours à une conférence sur les priorités de la Présidence française, le Ministre français délégué aux Affaires européennes Pierre Moscovici a souligné « qu'il n'est pas question de retarder ce processus historique ». Une des priorités de la Présidence française est de mener à bien la CIG sur la réforme institutionnelle, car cette réforme est aujourd'hui d'autant plus urgente qu'il s'agit de préparer l'Union à un élargissement sans précédent. Cela permettra non seulement de ne pas ralentir le tempo des négociations, mais peut-être même de l'accélérer. Le Ministre a également évoqué la question des frontières de l'Europe et y a répondu d'une manière très concrète : « l'élargissement devra inclure à terme, les Balkans occidentaux – l'Ex-Yougoslavie et l'Albanie ; la question des frontières se posera un jour ; la Russie a une vocation à demeurer la frontière de l'Europe vers l'Est : un partenaire majeur, essentiel, mais extérieur ».

La question qu'on se pose très souvent en parlant de cet élargissement sans précédent est la suivante : « que représente l'Union Européenne pour la Lituanie et vice versa ? »

Que représente l'UE pour la Lituanie ?

L'Union Européenne est une forme exemplaire de coopération interétatique volontaire, d'envergure et de rapprochement inconnus jusqu'alors. La productivité d'une telle coopération repose sur la communauté de standards élevés appliqués grâce à l'Union. La Lituanie entreprend de profondes réformes dans le but de renforcer son économie de marché. Les Etats membres de l'Union Européenne représentent un modèle opérationnel ; son succès, basé sur l'équilibre entre les règles du marché libre et de la cohésion sociale, semble être le plus approprié à la Lituanie. Ainsi, la Lituanie n'a pas à « réinventer la roue », ou risquer l'échec d'un modèle de marché social théorique et expérimental. En se basant sur l'application consciencieuse des règles communautaires et sur l'expérience des pays membres, la Lituanie développe une économie stable et prospère. Ainsi, l'Union Européenne est un modèle pour les réformes démocratiques, sociales et économiques en Lituanie.

La transposition des standards de l'Union Européenne à la Lituanie signifie aussi l'adoption de règles « testées et approuvées » de fair-play sur le champ du Marché intérieur. Il ouvrira les portes des marchés européens aux produits et services lituaniens, de plus en plus compétitifs. Cela permettra également une meilleure utilisation du potentiel intellectuel des Lituaniens, qui ne peut être utilisé pleinement dans les étroites frontières nationales. En rapport à cela, une autre liberté est inhérente à l'intégration européenne : la liberté de mouvement. Cet échange mutuel dure déjà depuis quelques années.

L'accès aux nouvelles technologies et au développement des industries basées sur le savoir est aussi une condition indispensable à la modernisation de l'économie lituanienne. La Lituanie a accordé une attention particulière aux conclusions du Sommet de Lisbonne de mars 2000, dont la suite est d'un intérêt concret et pratique, à savoir promouvoir le commerce électronique et la communication virtuelle. Le Gouvernement lituanien a déclaré les Technologies de l'Information comme faisant partie de ses priorités stratégiques en facilitant la promotion du commerce électronique.

Ainsi, le marché interne de l'Union Européenne est une source potentielle de revenus, de moyens financiers et d'innovation technologique, pour l'économie et la société lituanienne.

Concernant la politique étrangère et de sécurité de l'Union Européenne, il faut souligner qu'en évolution constante, cette politique offre de nouvelles perspectives pour les pays Baltes. Faire partie d'un groupe de plus de 20 Etats représentant une voix influente, forte et unie, garantira que les intérêts de la Lituanie correspondent aux intérêts communs de l'Union Européenne, et que ceux-ci soient entendus plus fortement. Cette possibilité apparaît dans de nombreux domaines, que ce soit la paix et la sécurité dans le monde ou le commerce international. L'appartenance de la Lituanie à l'Union Européenne sera aussi une grande garantie de sécurité, de prospérité et de stabilité.

Par ailleurs, l'adhésion à l'OTAN est une autre priorité irremplaçable de la politique étrangère lituanienne, basée sur l'expérience que l'Alliance est l'instrument le plus efficace pour la défense collective des démocraties européennes. La poursuite de ces deux buts suprêmes a été récemment reconfirmée par les neuf ministres des Affaires étrangères des pays candidats à l'OTAN, lors de la Conférence de Vilnius le 19 mai 2000.

La gravité inhérente aux Lituaniens est basée sur la compréhension que l'intégration européenne est favorable à la protection et l'encouragement des traditions et cultures nationales et des identités ethniques. Le slogan du Sommet de Feira « Europe : l'unité dans la diversité », ainsi que les politiques basées sur ce principe, sont une garantie pour la préservation de la culture lituanienne et sa contribution à la civilisation européenne.

Dans le contexte des négociations d'adhésion, les attentes des gouvernements des pays candidats et celles des populations, même si elles sont ambitieuses, doivent correspondre à la réalité dans un spectre le plus large possible. En particulier, une attitude réaliste est recommandable maintenant que les préparations de pré-accession ont effectué un tournant décisif – point de non retour – au delà duquel pointe le proche avenir de la Lituanie. Les Lituaniens réalisent qu'ils sont désormais maîtres de leur propre destin.

Que représente la Lituanie pour l'Union Européenne ?

Cette question recèle au moins deux implications sous-entendues. La première est souvent abordée en Lituanie, et parmi les pays membres de l'Union Européenne : quelle sera la contribution de la Lituanie et des autres pays Baltes à l'Union Européenne ? La deuxième met en avant le dilemme de présenter les pays Baltes comme un groupe uni, ou chacun de manière individuelle.

Quelle sera la contribution de la Lituanie à l'Union Européenne ? Certaines considérations doivent être prises en compte : l'une à propos de la région de la mer Baltique et de son potentiel, l'autre concernant les frontières extérieures de l'Union et la promotion de la stabilité des frontières.

La Lituanie est en passe de devenir une frontière orientale de l'Union Européenne. En d'autres termes, la frontière orientale de la Lituanie deviendra frontière extérieure de l'Union. Les Lituanais reconnaissent cette responsabilité particulière qui leur sera confiée, celle de protéger les valeurs et l'intégrité de l'Union Européenne.

Il y a, toutefois, une notion conceptuelle supplémentaire à la frontière orientale de la Lituanie, à savoir celle d'une frontière interactive. Il y a un consensus général en Lituanie, disant que notre rôle de route commerciale Est-Ouest doit être consolidé et renforcé pour trois raisons au moins :

- Premièrement, les opportunités de commerce et d'investissements ont un énorme potentiel économique pour tous : la Russie (l'Ukraine, le Bélarus), l'Union Européenne et la Lituanie ;
- Deuxièmement, elle aide à ancrer la Russie à l'Europe, dans l'optique de développer des partenariats authentiques stratégiques entre l'Europe et la Russie ;
- Troisièmement, cela promeut les contacts d'Etat à Etat et entre les personnes, qui sont l'ingrédient essentiel pour la confiance et la stabilité dans la région de la mer Baltique.

La viabilité pratique de ces motifs est illustrée par l'expérience lituanienne de voisinage avec la région russe de Kaliningrad :

- Le commerce par la frontière Lituanie-Kaliningrad, spécialement entre des acteurs sub-régionaux, est très prometteur ; les entrepreneurs lituanais investissent dans l'économie régionale avec des attentes réelles et intenses ;
- L'initiative commune de coopération lituano-russe de Nida et sa soumission au cadre de travail de la Dimension nordique de l'Union Européenne est un excellent exemple pour montrer comment les partenariats, très bénéfiques sur une base mutuelle, peuvent agir à un niveau régional, et offrir une contribution concrète au large agenda des relations russo-européennes.
- Les relations lituanaises avec Kaliningrad sont aussi un test significatif de l'importance des mesures de confiance, que ce soit dans le domaine des affaires, culturel, ou des relations humaines. Ils opèrent à la base, et ont un impact positif sur les contacts sub-régionaux et sur les intentions de la région des Etats de la mer Baltique, qui devient une des régions européennes les plus prometteuses en termes de développement économique basé sur des économies modernes.

La Lituanie est également une part potentielle très productive sur le marché intérieur de l'Union. Un travail qualifié et discipliné est essentiel pour une capacité industrielle plus forte de l'Union Européenne. L'élargissement de l'Union Européenne à la Lituanie est une opportunité pour une « valeur ajoutée » de la capacité économique de l'Union Européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale ne prendront pas seulement leur « part due ». Ils la donneront également. Il n'en est pas moins pour le fait que la Lituanie est sur le point de devenir un marché au pouvoir d'achat à croissance rapide pour les produits et les services de l'Union Européenne.

La Lituanie, tout comme d'autres pays d'Europe centrale et orientale, contribuera également au renforcement de l'Union Européenne en tant que pilier de la politique internationale, que ce soit en matière de commerce mondial ou de réponse aux menaces à la paix et la sécurité internationales, en apportant un message de liberté, de démocratie et de droits de l'homme à travers le monde. Les actions parlent d'elles-mêmes : les pays candidats ont déjà ajouté leur voix à celle de la politique commune de l'Union Européenne, et sont impatients de contribuer à son élaboration future. La connaissance lituanienne de son voisinage sera très utile pour la construction et la mise en place des politiques de l'Union Européenne vis à vis de l'Europe de l'Est.

Il y a cependant une considération pratique à propos de l'élargissement de l'Union Européenne. L'adhésion des pays Baltes est seulement une question de temps. On peut confirmer que la décision politique a été prise des deux cotés. Si les pays Baltes rejoignent l'Union Européenne séparément, ils seront temporairement séparés par les frontières de l'Union Européenne, qui seraient arbitraires et devraient éventuellement être démantelées. La libre circulation des personnes, des biens, et le développement des projets d'infrastructure commune (Via Baltica, Marché électrique, etc.) en seraient affectés.

Cela signifie que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie doivent préparer consciencieusement leur examen d'entrée individuelle à l'Union Européenne, mais que l'éventuelle accession commune des trois pays Baltes à l'Union Européenne devra être harmonisée. Ainsi, d'un point de vue pratique, l'issue la plus désirable serait d'assurer les libertés fondamentales de l'Union Européenne jusqu'aux rivages orientaux de la mer Baltique.

Soulignons qu'aujourd'hui il est très important de ne pas seulement démontrer l'avancement des pays-candidats dans le processus d'intégration, mais aussi informer et expliquer, surtout dans les pays membres de l'Union, ce qu'apporte l'élargissement à l'Europe et à l'Union. Il est évident que c'est un processus historique permettant de réunir les pays du continent qui partagent les mêmes valeurs, une culture et une histoire communes. Mais aujourd'hui il est aussi important de considérer l'aspect économique et de dire que les futurs pays membres d'Europe centrale et orientale représentent aussi un très grand marché avec lequel l'UE effectue déjà un considérable pourcentage de son commerce, région dans laquelle l'Union investit. En même temps, l'élargissement de l'Union, ce ne sont pas seulement les retrouvailles des pays européens partageant des valeurs communes et ayant un intérêt économique réciproque, mais c'est aussi une chance unique pour l'Europe de tourner à tout jamais la page de l'histoire de ce dernier siècle, marqué par des événements qui ont plusieurs fois déchiré le continent européen. Comme le disait le Ministre Pierre Moscovici lors d'une conférence à l'Assemblée Nationale au mois de mai 2000 : « L'Europe du futur, ce doit donc être toujours une Europe en paix et capable d'imposer la paix ».